



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAT Nitrogen France SAS

Usine de Grandpuits
CS 20798
77720 Mormant

Références : E/26-0482

N° Helios : 63267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement LAT Nitrogen France SAS implanté Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle sur le sujet air.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT Nitrogen France SAS
- Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant
- Code AIOT : 0006501167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine LAT NITROGEN FRANCE communément appelée Usine de Grandpuits a été mise en service en 1968. Elle est implantée sur le territoire des communes de GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS, AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS et QUIERS, à 57 km au sud-est de Paris, à l'est de MORMANT et au nord-ouest de NANGIS. L'usine occupe une surface de 45 hectares. Elle a été rachetée en 2023 par le groupe AGROFERT.

Ses activités sont la fabrication, le stockage et l'expédition :

- d'engrais azotés simples : Ammonitrates haut dosage (HD),
- de divers produits chimiques intégrés dans la filière azote :
- Ammoniac, Alkali (solution d'eau ammoniacale),
- Acide Nitrique,
- Anhydride carbonique liquéfié (CO₂),
- Nitrate d'ammonium en solution chaude (NASC) à usage agricole ou industriel.

Compte tenu de ses activités, l'usine de Grandpuits est classée Seveso seuil haut. Elle est également soumise à la directive IED. En outre les activités de l'usine de Grandpuits sont encadrées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09 DAIDD IC 142 du 04 juin 2009
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 057 du 23 novembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 063 du 15 décembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011 DRIEE UT77 183 du 20 décembre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°12 DRIEE UT77 027 du 13 février 2012 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 003 du 11 janvier 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 020 du 26 février 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°14 DCSE IC 010 du 13 février 2014 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCSE/BPE/IC 2018/78 du 19 octobre 2018 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021/01/DCSE/BPE/IC du 20 janvier 2021 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2022-48/DCSE/BPE/IC du 28 octobre 2022.

Par ailleurs un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré du fait de la présence de cette usine de Grandpuits et de la Raffinerie TOTAL Grandpuits située à proximité. Le PPI a été approuvé par arrêté du 26 juin 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Modalité d'exercice et contenu de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Modification d'une installation	Code de l'environnement, article R.181-46-II	Demande d'action corrective	3 mois
7	Modalité d'exercice et contenu de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Modalité d'exercice et contenu de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.6	Sans objet
9	Déclaration quotas	Arrêté Ministériel du 10/12/2021, Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bilans trimestriels des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2025 n'ont pas été transmis. Les constats de ce présent rapport se sont portés sur les bilans du 2^{ème} semestre 2024 et du 1^{er} trimestre 2025. Pour l'autosurveillance des émissions, l'inspection a constaté la récurrence de dépassements des émissions de poussières sur le conduit n°4. Les méthodes employées ne semblent pas donner des mesures représentatives des émissions réelles. En outre pour des raisons techniques et de sécurité vis-à-vis du personnel, les fréquences réglementaires ne sont pas respectées. L'exploitant souhaite demander des aménagements sur les fréquences de l'autosurveillance. À ce titre, un porter à connaissance devra être déposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit à la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures

et analyses imposées au chapitre 9.2 du mois précédent.

[...]

Il est adressé par période trimestrielle à l'inspection des installations classées, dans le mois qui suit.

L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriers du 25 avril 2025 et du 30 mai 2025 les bilans air respectivement pour le second semestre 2024 et le premier trimestre 2025. L'exploitant indique que suite au départ d'une de ses collaboratrices, la transmission des bilans trimestriels air n'était plus assurée.

Suite n°12122025-1 : L'inspection attend la transmission des bilans du 2ème, 3ème et 4ème trimestre 2025. Il est attendu une transmission trimestrielle des bilans air pour l'année 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kpa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1			Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	[...]
	Chaudière FIVES 1a	Chaudière SEUM 1b	Four de reforming 1c					
Concentration en O ₂ de référence	3 %	3 %	3 %	3 %	20,8%	20,8%	-	[...]
Poussières	5	5	5	5	40	5	5	[...]
SO ₂	35	35	35	-	-	-	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	200	200	300	310	-	-	-	-
CO	100	100	100	-	-	-	-	-
HAP	0,1	0,1	0,1	-	-	-	-	-
NH ₃			5	5	13	15	500	-
COVNM	110	110	110	-	-	-	-	-

Constats :

À défaut d'avoir reçu les bilans air pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2025, les constats suivants portent sur les bilans air sur la période du 2^{ème} semestre 2024 et du 1^{er} trimestre 2025.

Chaudière FIVE - conduit n°1a

L'inspection constate, sur les bilans transmis, que le suivi en CO par l'exploitant se fait en continu. Toutefois, la teneur en CO est exprimée en ppm et non en mg/Nm³ comme le prévoit l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009. L'inspection constate cependant l'absence d'autosurveillance par un prestataire externe pour le CO et les NOx. Selon l'exploitant, la chaudière FIVE était à l'arrêt lors du passage du prestataire. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas présenté les rapports de suivi des rejets en poussières, en SO₂, en HAP et en COVNM.

Suite n°12122025-2 : L'exploitant transmettra l'évolution graphique du taux de CO exprimé en mg/Nm³ en fonction du temps pour les 2^{ème} semestre 2024 et le 1^{er} trimestre 2025. Il fera également apparaître la valeur limite d'émission fixée par l'arrêté préfectoral du 04/06/2009. Dans les prochains bilans, l'exploitant s'assurera que le suivi en continu du CO est bien exprimé en mg/Nm³. Il s'assurera du fonctionnement effective des installations, en particulier de la chaudière FIVE, le jour du passage du prestataire qui procède aux mesures dans le cadre de l'autosurveillance. Par ailleurs, l'exploitant transmettra les rapports de suivi des rejets en poussières, en SO₂, en HAP et en COVNM.

Chaudière SEUM - conduit n°1b

L'inspection constate que depuis le 1^{er} trimestre 2025, le suivi du CO se fait en continu sur cette chaudière. L'inspection constate toutefois des dépassements sur les rejets en NOx lors des autosurveillances des 18/09/2024 et 24/03/2025 par rapport aux valeurs limites de rejets (VLE) fixées dans l'arrêté ministériel du 08/08/2018. L'exploitant indique que la chaudière SEUM n'est pas équipée d'un système bas NOx et qu'il prévoit de la remplacer courant 2026.

Suite n°12122025-3 : La valeur des rejets en NOx lors des autosurveillances des 18/09/2024 et 24/03/2025 dépasse la VLE fixée par l'arrêté ministériel du 08/08/2018. L'exploitant transmettra un échéancier pour le remplacement de cette chaudière. Par ailleurs, l'exploitant transmettra les rapports de suivi des poussières, du SO₂, des HAP et des COVNM.

L'inspection rappelle que suite à la révision de janvier 2025 de l'arrêté ministériel du 08/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110, le suivi des NOx se fait en continu pour certaines installations.

Suite n°12122025-4 : L'exploitant se positionnera par rapport au suivi en continu des NOx prévu dans l'arrêté ministériel du 08/08/2018 révisé. Le cas échéant, il transmettra un échéancier de la mise en place d'un suivi en continu des NOx pour les chaudières FIVE et SEUM.

Par ailleurs, l'exploitant indique que le four reforming est à l'arrêt du fait de l'arrêt de l'unité de production d'ammoniac.

Atelier Acide nitrique - conduit n°2:

Les bilans transmis ne présente pas de dépassement des VLE pour les NOx. Les rapports de suivi des rejets en poussières, et en ammoniac n'ont pas été présentés.

Suite n°12122025-5 : L'exploitant transmettra les rapports de suivi des rejets en poussières, et en

ammoniac.

Tour de prilling - conduit n°3 :

Le bilan du 2ème semestre 2024 ne présente pas de dépassement de la VLE pour les poussières dans le cadre de l'autosurveillance. Cependant aucune valeur d'autosurveillance n'a été transmise pour le 1^{er} trimestre 2025. L'exploitant indique que le prestataire a perdu les échantillons. Le rapport de suivi des rejets en ammoniac n'a pas été présenté.

Suite n°12122025-6 : L'exploitant transmettra le rapport de suivi des rejets en ammoniac. Il transmettra également les éléments transmis par le prestataire justifiant la perte des échantillons prélevés.

Tour de lavage - conduit n°4 :

Le bilan du 2ème semestre 2024 présente un fort dépassement de rejet en poussières par rapport aux VLE de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009 mais aussi par rapport aux valeurs limites définies dans le BREF LVIC de 2007, non encore applicables. Ce dépassement est présent aussi bien selon la méthode de prélèvement normée que selon la méthode non normée définie par un laboratoire en 2022. À ce titre, l'exploitant souhaiterait faire une demande d'aménagement par rapport aux valeurs limites d'émission des poussières définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 04/06/2009.

Par ailleurs, aucune valeur d'autosurveillance n'a été transmise pour le 1^{er} trimestre 2025. L'exploitant indique que le prestataire a perdu les échantillons. Le rapport de suivi des rejets en ammoniac n'a pas été présenté.

Suite n°12122025-7: L'exploitant transmettra le rapport de suivi des rejets en ammoniac.

Atelier NASC - conduit n°5 :

Le bilan du 2ème semestre 2024 présente des rejets d'ammoniac respectant la VLE pour le conduit 5.3, mais des dépassements pour ce même paramètre pour le conduit n°5.4. En outre, pour des raisons techniques et de sécurité pour le personnel liées au rejet de vapeur ammoniacales sous pression, l'exploitant indique que l'autosurveillance des conduits 5.1, 5.2 et 5.5 n'a pas été réalisée. De plus, aucune valeur d'autosurveillance n'a été transmise pour le 1^{er} trimestre 2025. L'exploitant indique que lors du passage du prestataire, un nouveau protocole était en cours de finalisation. Par ailleurs, le rapport de suivi des rejets des poussières n'a pas été présenté pour l'ensemble des conduits n°5.

Suite n°12122025-8 : L'exploitant transmettra le rapport de suivi des rejets en poussières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Emissaire	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	[...]	[...]
Flux	kg/ t HNO ₃ produite à 100%	kg/h	kg/h	kg/h	[...]	[...]
Poussières	-	25	0,5	5	-	-
SO ₂	-	-	-	-	-	-
NO _x (exprimé en HNO ₃)	1,3	-	-	-	-	-
CO ₂	-	-	-	-	-	[...]
NH ₃	-	10	1	4	[...]	-
N ₂ O	4	-	-	-	-	-

Constats :

À défaut d'avoir reçu les bilans air pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2025, les constats suivants portent sur les bilans air sur la période du 2^{ème} semestre 2024 et du 1^{er} trimestre 2025.

Les rapports de suivi des rejets des flux rejetés pour l'ammoniac concernant les conduits n°3 et 4 et pour les poussières concernant le conduit n°5 n'ont pas été présentés en salle.

Par ailleurs, dans le bilan du 2^{ème} semestre 2024, le flux de poussières concernant le conduit n°4 dépasse fortement les VLE mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 04/06/2009 et dans le BREF LVIC de 2007, non encore applicables. Ces dépassements concernent aussi bien les mesures réalisées selon la méthode de prélèvement normée que selon la méthode non normée définie par un laboratoire en 2022. À ce titre, l'exploitant souhaiterait faire une demande d'aménagement par rapport aux valeurs limites d'émission des poussières définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 04/06/2009.

Par ailleurs, aucune valeur d'autosurveillance n'a été transmise pour le 1^{er} trimestre 2025. L'exploitant indique que le prestataire a perdu les échantillons.

Enfin, aucune autosurveillance concernant les flux d'ammoniac issus des conduits n°5 n'a été transmise.

Suite n°12122025-9 : L'exploitant transmettra les rapports de suivi des rejets des flux rejetés pour l'ammoniac concernant les conduits n°3 et 4 et pour les poussières concernant le conduit n°5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Modalité d'exercice et contenu de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :
Rejet n° 1a et 1b : chaudière FIVES et SEUM

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	trimestrielle	norme en vigueur
O ₂	trimestrielle	norme en vigueur
CO	continu	norme en vigueur
NO _x	trimestrielle	norme en vigueur

[...]

Rejet n° 2 : atelier acide nitrique

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	continu	norme en vigueur
O ₂	continu	norme en vigueur
N ₂ O	continu	norme en vigueur
NO ₂	continu	norme en vigueur

Rejet n° 3 : tour de prilling

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	mensuelle	Méthode qualifiée par l'exploitant
Poussières	mensuelle	

Rejet n° 4 : tour du « grossisseur »

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	semestrielle	norme en vigueur
Poussières	semestrielle	norme en vigueur

Rejet n° 5 : atelier de fabrication du NASC

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	trimestrielle	norme en vigueur
O ₂	trimestrielle	norme en vigueur
Poussières	trimestrielle	norme en vigueur
NH ₃	trimestrielle	norme en vigueur

<p>Constats :</p> <p>À défaut d'avoir reçu les bilans air pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2025, les constats suivants portent sur les bilans air sur la période du 2^{ème} semestre 2024 et du 1^{er} trimestre 2025.</p> <p>L'autosurveillance sur les poussières de la tour de prilling (conduit n°3) est réalisée trimestriellement alors que la fréquence de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009 impose une autosurveillance mensuelle.</p> <p>En outre, pour des raisons techniques et de sécurité du personnel (cf. Fiche de constat n°2), l'autosurveillance des conduits 5.1, 5.2 et 5.5 n'a pas pu être réalisée. À ce titre, l'exploitant souhaite une demande d'aménagement concernant les fréquences de l'autosurveillance.</p> <p>Suite n°12122025-10 : Enfin, l'exploitant se positionnera sur la fréquence d'autosurveillance des paramètres figurant dans les articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009 mais dont la fréquence n'est pas définie dans l'article 9.2.1.1 du même arrêté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Modification d'une installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/01/2026, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Transmission d'un Porter à connaissance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>En salle l'exploitant a indiqué vouloir demander des aménagements pour les valeurs limites de rejets en concentration et en flux pour les poussières pour la tour de lavage (conduit n°4) définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 04/06/2009 ; mais également pour la fréquence de l'autosurveillance réalisée sur les conduits n°5.1, 5.2 et 5.5.</p> <p>En effet, selon l'exploitant, les méthodes mises en œuvre actuellement pour la mesure des poussières rejetées par le conduit n°4 ne donnent pas satisfaction (cf. Fiche n°2 et 3).</p>

Par ailleurs, l'exploitant explique qu'il rencontre des difficultés techniques et de sécurité vis-à-vis du personnel pour la réalisation des mesures d'autosurveillance pour l'ammoniac des conduits 5.1, 5.2 et 5.5 qui sont chargés en vapeurs ammoniacales sous pression (cf. Fiche n°4).

Suite n°12122025-11 : L'inspection rappelle que toute demande d'aménagement par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral encadrant les activités LAT-Nitrogen de Grandpuits constitue une modification notable et doit faire préalablement l'objet d'un porter à connaissance auprès de M. le Préfet, au titre de l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement. En l'absence de porter à connaissance transmis, les prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation des installations s'appliquent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Atelier acide Nitrique : Réduction d'oxydes d'azote

Prescription contrôlée :

Lors des démarrages de l'unité de fabrication d'acide nitrique, un dispositif d'injection d'eau oxygénée dans la colonne d'absorption (ou tout autre dispositif équivalent), est mis en œuvre pour diminuer les émissions d'oxydes d'azote.

Les quantités d'oxydes d'azote rejetées par l'installation, rapportées à la tonne d'acide nitrique fabriquée, sont calculées toutes les 2 heures.

Constats :

L'exploitant indique qu'un analyseur mesurant en continu les rejets d'oxydes d'azote a été installé au niveau du conduit n°2. Ce suivi en continu, rapporté à la tonne d'acide nitrique fabriquée, apparaît dans les bilans air

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modalité d'exercice et contenu de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Prescription contrôlée :

En accord avec son étude d'impact sur la santé contenue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, l'exploitant détermine et met en place sous sa responsabilité, un programme de surveillance de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement et la qualité de l'air concernant les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure
NO _x	continu	Déterminée suivant étude de l'exploitant en accord
Poussières NH ₄ NO ₃ (PM10)	continu	

	NH ₃	continu	avec l'inspection des installations classées
<p>[...]</p> <p>L'auto surveillance dans l'environnement est mise en place soit directement, soit par l'intermédiaire d'une association de surveillance de la qualité de l'air gérée par l'association agréée par le ministère de l'écologie et du développement durable, pour autant que le réseau en place permette de surveiller correctement les effets sur l'environnement. Ces analyseurs sont étalonnés selon une périodicité prédéterminée.</p> <p>[...]</p>			
<p>Constats :</p> <p>En salle, l'exploitant indique que les stations dédiées au suivi de la qualité de l'air et situées à Quiers, Bagneaux et Grandpuits sont entretenues par un prestataire. L'exploitant quant à lui récupère les données au moment de chaque démarrage.</p> <p>Lors de l'incident du 09/07/2025 ayant impliqué un rejet de NOx, la station de Bagneaux présentait un défaut de fonctionnement. Selon l'exploitant, cette station est de nouveau opérationnelle.</p> <p>Suite n°1212202512: L'exploitant transmettra les derniers rapports de maintenance des 3 stations justifiant leur bon fonctionnement.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande d'action corrective			
Proposition de délais : 3 mois			

N° 8 : Modalité d'exercice et contenu de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures comparatives définies à l'Article 9.1.2. ci-dessus, sont réalisées selon une fréquence minimale annuelle, sur l'ensemble des paramètres de l'article 9.2.1.1. précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite n°12122025-13 : L'exploitant justifiera la manière dont il réalise des mesures comparatives pour l'ensemble des paramètres définis à l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009, en particulier pour les paramètres qui ne sont pas suivis en continu. Le cas échéant, il transmettra les documents attestant de cette comparaison.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Déclaration quotas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des exploitants d'installations soumises à l'autorisation de déclaration des quotas
Prescription contrôlée : [cf. Partie Confidentielle]
Constats : [cf. Partie Confidentielle]
Type de suites proposées : Sans suite